Il appartient à l'Assemblée générale de remplir ces diverses fonctions, mais elle délègue la majorité de ses pouvoirs à cet égard au C.E.S. Ce dernier bénéficie de l'appui de toute une gamme de commissions et d'institutions spécialisées ayant une organisation fonctionnelle ou régionale. La plupart de ces dernières relèvent aussi de l'Assemblée générale par l'entremise du C.E.S. (voir l'organigramme).

Le C.E.S. compte 54 membres élus par l'Assemblée générale pour une période de trois ans; chaque membre peut être réélu. Il n'y a pas à proprement parler de membres permanents, mais les États dont la participation est considérée comme étant essentielle au bon fonctionnement du Conseil sont habituellement réélus. Le Canada a fait partie du Conseil à six reprises, notamment de 1981 à 1983. Il vient d'être réélu, et son mandat se terminera en 1986.

À l'heure actuelle, il existe cinq commissions économiques régionales:

- 1) la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à Addis Abeba
- 2) la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), à Bangkok
- 3) la Commission économique pour l'Europe (CEE), à Genève
- 4) la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), à Santiago
- 5) la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), à Bagdad

Le Conseil regroupe aussi des organes secondaires, dont six commissions fonctionnelles qui amorcent et coordonnent les activités des Nations-Unies dans des domaines d'intérêt précis. La Commission de la population, la Commission du développement social et la Commission de statistique sont installées à New York, la Commission des droits de l'homme a ses bureaux à Genève, tandis que la Commission de la condition de la femme et la Commission des stupéfiants sont basées à Vienne.

Relèvent également de la Commission divers programmes ayant servi à diriger l'aide multilatérale et l'aide au développement vers les régions ou les populations les plus défavorisées de la terre. Citons notamment le Programme des Nations-Unies pour le développement (qui comprend les Volontaires des Nations-Unies.) le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, le Fonds international des Nations-Unies pour l'enfance, et le Programme des Nations-Unies pour l'environnement.

C'est également par l'entremise du C.E.S. que les Nations-Unies se tiennent le plus régulièrement en rapport avec les organismes non gouvernementaux (ONG). Les ONG pouvant montrer qu'ils s'intéressent en permanence à l'un des domaines relevant du C.E.S. peuvent obtenir un statut consultatif dans l'une des trois catégories établies. Cela leur ouvre une porte relativement étroite, mais on peut y voir la preuve indéniable que les Nations-Unies reconnaissent que ces organismes doivent

pouvoir exprimer leurs points de vue et qu'ils possèdent souvent des connaissances et de l'expérience utiles au système.

Le C.E.S. se réunit au moins deux fois par année. Il entreprend des études ou rédige des rapports sur des thèmes relevant de ses compétences et il formule des recommandations à l'Assemblée générale, aux membres des Nations-Unies et aux institutions spécialisées intéressées.

4. Le Conseil de tutelle

Le Conseil de tutelle s'occupe d'un certain nombre de territoires non autonomes placés sous mandat ou séparés des États administrants par suite de la Seconde Guerre mondiale. En vertu des pouvoirs lui étant dévolus, le Conseil surveille l'administration de ces territoires. Son but premier est de favoriser l'accession des habitants à l'autonomie gouvernementale ou à l'indépendance, ou aux deux. Le Conseil a toujours agi sous la coupe de l'Assemblée générale, sauf dans le cas des "régions stratégiques" qui relèvent du Conseil de sécurité.

En fait, tous les onze territoires placés sous tutelle, sauf un, ont maintenant accédé à l'indépendance, soit en tant qu'entité politique, soit en fusionnant avec un pays indépendant voisin. Seul le territoire des Îles du Pacifique, qui est administré par les États-Unis, est considéré comme une "région stratégique" et tombe donc sous la coupe du Conseil de sécurité.

Le Conseil de tutelle comprend les États-Unis (en tant qu'Autorité administrante) et les autres membres permanents du Conseil de sécurité. Chaque membre dispose d'une voix, et les décisions sont prises à la majorité simple.

5. Cour internationale de Justice (C.I.J.)

La Cour est le principal organe judiciaire des Nations-Unies. Elle fonctionne conformément à son propre Statut qui fait partie intégrante de la Charte des Nations-Unies. Tous les pays étant parties au Statut ont accès à la Cour. Tous les membres des Nations-Unies sont *ipso facto* parties au Statut. Tout État qui n'est pas membre de l'O.N.U. peut aussi être partie au Statut en remplissant les conditions établies par l'Assemblée générale qui agit alors sur la recommandation du Conseil de sécurité. À l'heure actuelle, trois pays entrent dans cette catégorie: ce sont le Liechtenstein, Saint-Marin et la Suisse.

La Cour compte 15 juges élus par l'A.G. et le C.S., et ils votent tous indépendamment. Il ne peut y avoir deux juges venant du même pays. Les juges sont choisis en fonction de leurs compétences, ils sont nommés pour une période de 9 ans et peuvent être réélus; il leur est interdit de remplir d'autres fonctions pendant la durée de leur mandat.

La Cour a compétence dans toutes les causes que lui présentent les pays étant parties au Statut et dans tous les domaines expressément définis dans la Charte des Nations-Unies ou dans les traités et conventions en vigueur¹.